

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 22/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEMEX GRANULATS SUD-OUEST**

3 rue Paul Langevin  
ENORAPARK – Bâtiment C – Étage 1  
33600 Pessac

Références : DREAL/UBD40-64/D2026  
Code AIOT : 0005207489

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement CEMEX GRANULATS SUD-OUEST implanté Place du Haou – Aux Palloubaigts 40300 Saint-Cricq-du-Gave. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMEX GRANULATS SUD-OUEST
- Place du Haou – Aux Palloubaigts 40300 Saint-Cricq-du-Gave
- Code AIOT : 0005207489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S est autorisée à exploiter, par arrêté inter préfectoral du 26/12/2013 modifié, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur les territoires des communes de Saint-Cricq-du-Gave (40300) aux lieux-dits « Saint Jouan », « impasse du Château », « Place dou Haou », « Aux Paloubaigt », « Aux Artigaous », « Goueytes », « A la baquette » et de Lahontan (64270) aux lieux-dits « Lile », « Dou Barat dou Mouly » et « Lanot ».

L'autorisation est accordée jusqu'au 31/12/2036 sur une superficie autorisée de 1 345 365 m<sup>2</sup> et une superficie totale exploitable pour l'extraction de matériaux de 903 000 m<sup>2</sup>.

La production maximale autorisée de la carrière est de 700 000 tonnes/an.

Les produits extraits sont acheminés par bandes transporteuses vers l'installation de traitement exploitée par la société CEMEX Granulats Sud-Ouest S.A.S sur le territoire de la commune de Labatut.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 7	Sans objet
2	Cote minimale de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 5.3	Sans objet
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 8.3.3	Sans objet
4	Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 8.4.2	Sans objet
5	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 10.1.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que le site est correctement exploité dans son ensemble.

Toutefois, au vu des résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines menée par l'exploitant, l'inspection a mis en évidence des mesures du paramètre MES sur le piézomètre PZ11 en constante augmentation depuis 2024. Il a été constaté également que ce même piézomètre a connu beaucoup d'incidents au niveau de son capot ces deux dernières années.

Aussi, l'inspection rappelle à l'exploitant que tous les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés et que leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de déterminer par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non du phénomène observé sur le piézomètre PZ11 pour ce qui concerne le paramètre MES. L'exploitant devra informer l'inspecteur de l'environnement du résultat de ses investigations et le cas échéant indiquer les mesures correctrices prises ou envisagées.

Les autres points de contrôle n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF),
- les relevés bathymétriques,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés aux articles 5.6 et 6.2 ci-dessus, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les bornes visées à l'article 3.2,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,
- les zones de remblayage à l'aide des matériaux inertes,
- les installations fixes de toute nature (bandes transporteuses, canalisation et sectionnements visés à l'article 11 ci-après, locaux, etc.

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente, etc.). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et de terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

#### **Constats :**

Le plan d'exploitation mis à jour le 5 juin 2025 a été présenté et transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

L'inspection constate que :

- 68 840 m<sup>2</sup> de surfaces ont été décapées par avance en vue des futurs travaux. Cela concerne notamment le prochain chantier de déplacement des bandes transporteuses qui devrait se dérouler en début de phase 3,
- la zone en cours d'extraction représente une surface de 18 584 m<sup>2</sup>,
- au 5 juin 2025, 1 081 m<sup>2</sup> ont été remblayés en 2025,
- 119 940 m<sup>2</sup> ont été remblayés depuis le début de l'exploitation du site sur le périmètre de l'autorisation,
- 59 045 m<sup>3</sup> de terres de découverte sont actuellement stockés sur le site sous forme de merlons.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Cote minimale de l'extraction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'exploitation

#### **Prescription contrôlée :**

L'épaisseur maximale de l'extraction autorisée est de 11,9 m. Elle est composée comme suit :

- découverte d'une épaisseur moyenne de 1,5 m, comprenant les terres végétales et les stériles de

<p>découverte ;</p> <p>– gisement exploitable d’une épaisseur moyenne de 6 m (mini : 4,2 m ; maxi : 9,3 m).</p> <p>La cote minimale de l’extraction ne doit pas être inférieure à 15 m NGF, correspondant à l’atteinte du substratum marneux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L’exploitant a transmis à l’inspection des installations classées le courrier daté du 12 février 2025 adressé au préfet l’informant du caractère exceptionnel de l’exploitation sous la cote de 15 m NGF réglementairement autorisée sur la parcelle cadastrée ZI6 au lieu-dit « Le Lanot » au milieu du lac n°4 sur la commune de Lahontan. Ce courrier au préfet fait suite à une demande émise par l’inspection des installations classées lors du contrôle du 27 septembre 2024. L’exploitant s’engage à ce que l’exploitation des autres périmètres d’extraction du site soit conforme aux prescriptions de l’arrêté préfectoral d’autorisation susvisé.</p> <p>Vu le plan d’exploitation mis à jour le 5 juin 2025, l’inspection des installations classées constate le respect de la cote minimale d’extraction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 8.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L’exploitant maintient en place un réseau de 11 piézomètres positionnés conformément au plan figurant en annexe I du présent arrêté. Ce réseau sera complété, dans le mois suivant la notification du présent arrêté, par 2 piézomètres positionnés entre PZ2 et PZ11. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadénassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l’usage du site. Les piézomètres situés au sein de zones destinées à faire l’objet d’une extraction (PZ3, PZ4, PZ5, PZ7) devront être déplacés préalablement au décapage des zones concernées. Leur nouvelle localisation devra être déterminée par un hydrogéologue et transmis à l’inspection de l’environnement. PZ3 sera relocalisé à proximité de la parcelle ZI2 non extraite. L’exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d’analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres mentionnés ci-dessus et sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, conductivité et hydrocarbures totaux.</p> <p>Les prélèvements, les conditions d’échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l’art et les normes en vigueur. Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne.</p> <p>Les résultats d’analyse commentés doivent être transmis à l’inspecteur de l’environnement dans le mois qui suit leur connaissance par l’exploitant. Toute anomalie lui est signalée sans délai.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l’exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l’origine ou non de la pollution constatée. Il informe l’inspecteur de l’environnement du résultat de ses investigations, et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publiques ou privées, une convention relative aux conditions d’accès et de réalisation des prélèvements doit être signée, avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l’inspecteur de l’environnement.</p> <p>Les modalités de surveillance telles que le nombre et l’emplacement des piézomètres, les paramètres à surveiller, la fréquence des prélèvements, etc. pourront être aménagés ou adaptés,</p>

au vu des résultats d'analyses prévus ci-dessus.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les rapports des mesures réalisées en 2024 et 2025, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que l'exploitant assure une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines durant laquelle le niveau des 13 piézomètres du site est également relevé,</li> <li>• que le piézomètre PZ11 a connu beaucoup d'incidents notamment au niveau de son capot,</li> <li>• des mesures du paramètre MES sur le piézomètre PZ11 en constante augmentation notamment en février 2024 (130 mg/L), mai 2024 (230 mg/L) et février 2025 (280 mg/L).</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que tous les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés et que leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déterminer par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non du phénomène observé sur le piézomètre PZ11 pour ce qui concerne le paramètre MES. L'exploitant devra informer l'inspecteur de l'environnement du résultat de ses investigations et le cas échéant indiquer les mesures correctrices prises ou envisagées.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place aux emplacements précisés en annexe du présent arrêté, à l'aide de plaquettes de dépôt.</p> <p>L'implantation et l'exploitation de ces plaquettes sont conformes à la norme NFX 43-007 et doivent se situer à proximité des emplacements dénommés P1 à P4 matérialisés en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs, sont effectués une fois par mois en juin, juillet et août.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le bilan 2024 de la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement, l'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la surveillance annuelle des retombées de poussières dans l'environnement est assurée par l'exploitant sur 7 points de mesures et conformément aux prescriptions réglementaires,</li> <li>• les résultats de la surveillance sont conformes avec l'objectif réglementaire.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la transmission du bilan 2025 de la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2013, article 10.1.4
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dans le mois suivant la notification du présent arrêté et ensuite l'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection de l'environnement. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé.</p> <p>Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement dans le mois suivant leur réalisation.</p> <p>Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vu le dernier contrôle des niveaux acoustiques a été réalisé le 18 septembre 2024, l'obligation de faire réaliser un contrôle des niveaux acoustiques par un organisme qualifié au moins tous les 3 ans est respectée par l'exploitant,</li> <li>• le rapport relatif au contrôle des niveaux acoustiques réalisé le 18 septembre 2024, daté du mois d'octobre 2024, présente des résultats conformes aux prescriptions réglementaires.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite